

Dossier spécial 50 ans des indépendances africaines

Cinquante ans de presse écrite africaine

par Tidiane Dioh*

En Afrique noire francophone au Sud du Sahara, l'invention de la presse écrite de langue française, bien qu'intervenue longtemps après celles des publications anglophones comme le [Cape Town Gazette](#) (consultable aujourd'hui sur Internet uniquement par abonnement) en 1800 - ou la [Sierra Leone Gazette](#), en 1801, ne commence pas avec les indépendances.

Bien avant les radios, bien avant les télévisions et les agences de presse publiques, les journaux, dans la partie francophone du continent, existent depuis le milieu du XIXe siècle. Les indépendances viendront, par la suite, favoriser une plus grande structuration d'une presse, qui connaîtra une seconde jeunesse au lendemain des conférences nationales souveraines des années 80, avant de s'ouvrir au reste du monde avec l'arrivée d'Internet. Sans pour autant avoir définitivement assuré sa survie.

Presse coloniale, religieuse et syndicale

L'invention de la presse en Afrique noire francophone, qui s'est faite progressivement, au gré de l'installation des premières imprimeries françaises sur les côtes du continent, remonte, en effet, à l'année 1856. C'est de cette année que daterait la naissance de la première publication d'Afrique noire francophone, éditée à Saint-Louis du Sénégal : [Le Moniteur administratif du Sénégal et dépendances](#), dont le titre laisse penser qu'il s'agissait probablement du journal officiel de l'administration coloniale.

Pourquoi le Sénégal ? Sans doute parce que la loi française sur la liberté de la presse y est applicable, dès 1881, dans les villes de Saint-Louis, Gorée, Rufisque puis Dakar (voir l'article [Liberté de la presse : retour sur une histoire marquée par des hauts et des bas](#) du 3/5/2010 publié par l'Agence de presse sénégalaise).

Une toute première publication en langue africaine Minsamu Miayenge, que l'on pourrait traduire par «la bonne nouvelle», est fondée, dès 1891, au Congo belge, par la mission évangélique suédoise de la ville portuaire de Matadi.

Ailleurs l'on signale même une publication à caractère syndical, L'AOF, fondée en 1907, à Conakry, en Guinée, et qui deviendra, plus tard, l'organe de la branche locale de la [Section française de l'Internationale ouvrière](#) (SFIO).

Au Sénégal voisin, La Voix des travailleurs sénégalais, autre titre à caractère syndical, naît dès 1938. Ces publications, contrairement aux toutes premières, sont l'œuvre d'Africains. C'est le cas du très anti-colonialiste Le Guide Dahomey, fondé à Cotonou, en 1920 par [Dorothé Lima](#).

De fait, lorsqu'arrivent les indépendances, la plupart des pays possèdent déjà une presse embryonnaire, encore réservée, il est vrai, aux seuls lettrés vivant dans les zones urbaines.

L'émergence des presses nationales

L'accession à la souveraineté internationale s'accompagne de la mise sur pied des premiers journaux gouvernementaux, lancés, le plus souvent, grâce à l'appui de la [Société nationale des entreprises de presse](#) (SNEP). Cette entreprise française, fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avait hérité, suite à la promulgation de la loi du 11 mars 1946, des biens de la quasi-totalité des journaux accusés de collaboration avec l'occupant allemand. C'est cette SNEP qui, sous le magistère du Premier ministre, Michel Debré, sert, au début des années 60, de levier pour l'édification d'une presse gouvernementale dans les pays nouvellement indépendants. Les filiales de la SNEP intervenaient dans l'impression, la distribution et la publicité des quotidiens. L'arrivée de la SNEP dans la scène africaine entraîne (ou coïncide avec) le retrait d'un autre acteur majeur, privé celui là, de la presse parisienne en Afrique: le comte Charles de Breteuil, qui fonda, en 1933, l'hebdomadaire Paris-Dakar devenu quotidien en 1936. Devenu Dakar-Matin en 1960, avant de devenir [Le Soleil](#) en 1970 une fois passé sous tutelle étatique. Le groupe Breteuil possédait aussi Paris-Tana à Madagascar, La Presse du Cameroun -qui devient en 1974 le journal gouvernemental Cameroon Tribune- mais aussi Abidjan-Matin en Côte d'Ivoire où le parti au pouvoir souhaite créer un quotidien pour «expliquer la politique du président Félix Houphouët-Boigny».

La création, en 1962, de la Société d'information et de diffusion abidjanaise dans laquelle la SNEP française détient 49% des parts, permet de lancer, en décembre 1964, à Abidjan le quotidien Fraternité-Matin -lequel, anciennement propriété du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), était édité sous un autre format à Paris, entre 1959 à 1965. Au même moment, la publication du groupe Breteuil, sobrement nommée Abidjan, cesse de paraître.

La Guinée de Sékou Touré, en rupture de ban avec la communauté internationale, ne peut évidemment pas compter sur l'aide de Paris. N'empêche, Conakry lance, dès 1961, le journal Horoya, qui, bientôt, devient l'unique quotidien et finit par être rattaché au ministère de l'Information et de l'Idéologie ([plus de détails](#)).

Au Togo, Togo Presse voit le jour en 1962 alors que le Niger lance Le Temps du Niger.

Au Dahomey, futur Bénin, le journal France-Dahomey est remplacé en 1960 par Aube nouvelle, qui, en 1969, devient le quotidien unique Daho-Express. Daho-Express devient en 1975 Ehuzu en langue fon (la plus parlée au Bénin) qui signifie «Révolution». Il faut établir dans ce changement de dénomination, un lien évident avec le changement de nom du Dahomey devenu Bénin.

Les tirages, en Afrique francophone, restent désespérément faibles, en comparaison notamment avec des journaux de la partie anglophone du continent ou ceux du Maghreb. L'Office de justification de diffusion (OJD France), l'organisme de contrôle du tirage et de la diffusion de la presse, a délivré une certification reconnaissant la vente moyenne par le journal privé algérien de langue française [El Watan](#) de 127 300 exemplaires par jour en 2009. Belle performance, quoique vite relativisée si on la compare au journal arabophone du même pays [Ec Chourouk](#), qui, en atteignant, au cours de l'été 2009, un tirage de 820 000 exemplaires par jour, devient le premier quotidien du monde arabe, détrônant par la même occasion l'égyptien [Al Ahram](#), descendu à moins de 500 000 exemplaires par jour. Soit le même nombre d'exemplaires dont se réclame les chefs de file de presse anglophone du continent comme l'hebdomadaire sud-africain [Sunday Times](#), très loin des 60 000 exemplaires déclarés du quotidien sénégalais [L'Observateur](#), l'un des plus élevés aujourd'hui sur la partie francophone du continent. [Le Potentiel](#), le premier journal de la République démocratique du Congo peuplée de 68 millions d'habitants, n'arrive guère à vendre plus de 5 000 exemplaires par jour !

Suite à la conférence nationale tenue en février 1990, le quotidien Ehuzu dirigé par [Maurice Chabi](#) devient La Nation. L'action de La Gazette du Golfe, fondée 1987 et de Tam-Tam Express, entraîne de fait, la fin du monopole d'Etat dans le domaine de la presse. Preuve que la naissance de la presse privée en Afrique francophone, contrairement à ce qu'ont pu affirmer quelques

observateurs inattentifs, a précédé de loin la Chute du Mur de Berlin. D'ailleurs, bien plus tôt, dans le Sénégal de Léopold Sédar Senghor, avait été fondé en 1977, Le Politicien, premier journal satirique d'Afrique de l'Ouest francophone post-indépendance : il est vrai qu'en 1929, lancé par [Ngalandou Diouf](#), futur député du Sénégal au Palais Bourbon, Le Péricope africain, quoique partisan, avait déjà opté pour la satire politique.

Le Sénégal, sous Abdou Diouf, qui au début des années 80 est, avec Maurice, l'un des pays les plus en pointe dans le domaine de la liberté de la presse, voit naître l'hebdomadaire indépendant Walf Fadrji en 1984 avant que, deux ans plus tard, en 1986, y soit fondée l'[Union des journalistes de l'Afrique de l'Ouest](#) (UJAO).

En mars de la même année, le premier numéro de Sud Magazine, revue trimestrielle thématique, sortait des presses de l'Imprimerie saint-Paul à Dakar. Devenu, en décembre 1987, l'hebdomadaire Sud Hebdo, le journal devient, en février 1993, veille des élections présidentielle et législatives Sud au quotidien. Et, dans la foulée, [Sud Quotidien](#).

Au Mali, une revue indépendante privée, Jamana est créée par un certain [Alpha Oumar Konaré](#) qui met sur pied, en 1989, un périodique d'opinion [Les Echos](#), ouvrant ainsi une brèche dans le monopole d'Etat de l'information politique. Bien plus tard qu'au Cameroun d'Ahmadou Ahidjo, où [Le Messager](#), journal d'opinion, fondé par [Pius Njawé](#) à Bafoussam, avait ouvert la voie dès 1979.

La démocratie en marche

Les années 90 et leur lot de basculements politiques conjugués avec la fin des éprouvantes conférences nationales, voient littéralement exploser le paysage de la presse avec l'arrivée, parfois salutaire d'entrepreneurs au demeurant très éloignés du monde des médias comme le chanteur sénégalais Youssou Ndour. Avant que l'usage progressif d'Internet, qui reste encore un luxe en Afrique (à peine 5% de la population) vienne achever cette mutation.

Le bilan, cinquante ans après les indépendances, n'est guère reluisant. Les maux, trop nombreux, qui frappent la presse, sont de tout ordre et d'abord de type éditorial, du fait, notamment du faible niveau de la qualité rédactionnelle. Dans les rédactions, véritables chaudrons où bouillonnent les idées, le journalisme voisine trop souvent avec l'amateurisme. Et la passion l'emporte trop souvent sur l'objectivité. Les problèmes sont aussi d'ordre économique, du fait de la complexité de l'économie des médias en Afrique, du fait de la baisse des crédits que les Etats accordent aux quotidiens gouvernementaux qui croulent sous le poids de personnels pléthoriques, du fait de l'incapacité, pour les entrepreneurs privés d'accéder aux crédits bancaires et, enfin, du fait du prix trop élevé des journaux alors même que la courbe du lectorat peu alphabétisé, flanche dangereusement.

L'aide massive de certaines structures spécialisées, de fondations privées ou d'organisations internationales comme l'[Unesco](#) ou l'[Organisation internationale de la Francophonie](#), a été souvent, plus souvent que ne le sait ou le dit, décisive.

Le [Fonds d'appui à la presse](#) lancé en décembre 1998 par la Francophonie a ainsi appuyé, en plus d'une décennie, près de 100 publications d'Afrique pour un montant de plus de 3 millions d'euros. Le contexte politique extrêmement volatile, qui a tendance à fragiliser les journalistes, notamment dans les pays en crise, n'explique pas tout : les journaux sud-africains, kenyans, nigériens, qui vendent quotidiennement plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, n'ont-ils pas traversé et survécu à bien des soubresauts politiques ?

Une lueur d'espoir : les critiques, trop acerbes, ne tiennent pas suffisamment compte du chemin parcouru depuis cinquante ans et des perspectives d'avenir. Dans les 17 pays francophones d'Afrique noire, une bonne vingtaine de publications de haute facture, ont pu, contre vents et marrées, germer et éclore.

Une tradition de presse religieuse

Les missionnaires protestants (anglais notamment) furent les premiers à lancer des périodiques dans les langues africaines en Afrique du Sud, à Madagascar et en Afrique de l'Ouest. La célèbre [London Missionary Society](#) qui avait développé des écoles sur le continent depuis 1820, fut, ainsi un grand promoteur de la presse dans les langues africaines. À Madagascar, elle fit paraître, en 1866, la revue religieuse bimestrielle Teny Soa (Bonne parole) qui deviendra mensuelle. (plus de détails [ici](#) et [ici](#))

En Afrique noire, les missionnaires européens furent aussi les pionniers de la presse privée, notamment celle de langue allemande, au Togo et au Cameroun, avant la Première Guerre mondiale. Parfois choquée par la brutalité du système colonial ou des pouvoirs africains de l'époque, cette presse se heurta fréquemment à la censure des administrations coloniales.

Au Congo belge, aussi, les premiers journaux furent des publications de missionnaires. Il en est de même du Rwanda où les pères Blancs créent les premières publications parmi lesquelles L'Echo du Kivu.

Bien plus tard, en Afrique de l'Ouest, le premier numéro de la revue catholique Afrique nouvelle est publié le 15 juin 1947.

En Afrique centrale, le père Le Gall fonde, en 1952, La Semaine de l'AEF, devenu plus tard La Semaine africaine, imprimée dans un premier temps à Léopoldville (actuelle Kinshasa) puis à l'imprimerie centrale de Brazzaville. Au lendemain des indépendances, la presse religieuse se perpétua, aux côtés des journaux gouvernementaux, avec notamment des titres-phares comme La Semaine camerounaise ou L'Effort camerounais.

Source : Journaux et radios en Afrique aux XIXe et XXe siècles, André-Jean Tudesq, en collaboration avec Serge Nédélec, 1998

** Tidiane Diop est responsable de programme médias à l'OIF et enseignant à la Sorbonne nouvelle.*